
◀ **Communiqué de la fédération SUD éducation** ▶

Surenchère sécuritaire : et maintenant, vers la militarisation des établissements

Les annonces du ministère du 30 octobre, qui faisaient suite à l'agression d'une enseignante à Créteil et à une vague d'indignation sur les réseaux sociaux, allaient déjà loin dans la surenchère sécuritaire en mettant en avant la présence de policier-e-s dans les écoles.

Aujourd'hui, un nouveau cap est franchi avec la militarisation des établissements. La fédération SUD éducation a en effet pris connaissance de deux faits graves et inacceptables, dans deux académies différentes :

- au lycée Utrillo de Stains (Seine-Saint-Denis), un gendarme a été nommé comme troisième proviseur adjoint, dans le cadre d'une mission de sécurité qui s'étend sur une large portion du département de Seine-Saint-Denis. Les personnels se sont mobilisés dès sa prise de fonction, lundi 5 novembre, pour protester contre cette nomination et pour réclamer des moyens. La fédération SUD éducation soutient la mobilisation et dénonce cette nomination scandaleuse.
- dans l'académie de Versailles, une quarantaine de chef-fe-s d'établissement ont participé ce mardi 6 novembre à un stage de "gestion de crise" dans un camp militaire, sous le pilotage d'une conseillère de la rectrice. Les chef-fe-s d'établissement y effectuent des exercices en treillis, dans le cadre de mises en situation diverses.



La fédération SUD éducation dénonce la militarisation du système éducatif qui est à l'œuvre. Nous refusons de toutes nos forces cette évolution nauséabonde, et appelons les personnels à débattre et à se mobiliser contre cette évolution inacceptable.